

LIBREVILLE, 10 juillet (Infosplusgabon) - A la suite de négociations n'ayant pas abouti, l'expiration le 30 juin du préavis de grève de 15 jours déposé à la Direction générale de Total Gabon, a conduit au lancement d'une grève dont les conséquences pourraient affecter le secteur pétrolier.

La grève qui concerne l'ensemble des installations de Total Gabon, filiale du Groupe français Total, où opère son personnel, a été initiée lundi par l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP) pour défendre les intérêts des salariés de Total Gabon.

La grève devrait être suivie à Libreville, Port-Gentil, sur les sites d'Anguille, l'île Mandji, le Cap Lopez et Torpille, souligne-t-on.

Une tentative de conciliation avait été initiée successivement du 29 juin au 1^{er} juillet à Port-Gentil, à l'initiative de l'inspecteur spécial du Travail chargé du secteur pétrolier, puis du 2 au 6 juillet sous l'égide du ministre du Travail et ancien secrétaire général de l'ONEP, Arnauld Calixte Engandji Alandji.

Les différents points contenus dans le cahier des charges n'ayant pas été respectés, la grève a donc été enclenchée. L'ONEP assure toutefois qu'un service minimum sera respecté.

Opérateur historique dans la prospection et l'exploitation pétrolière au Gabon, Total Gabon avait pourtant porté à 23 millions de dollars son résultat net au premier trimestre 2018, ce qui lui a permis de multiplier par 5 ses bénéfices consécutivement à la hausse du prix de vente moyen de ses deux qualités de brut commercialisés au Gabon, le brut Mandji et le brut Rabi light. Le chiffre d'affaires a atteint 208 millions de dollars au cours du premier trimestre 2018, en baisse limitée de 1%, l'effet prix compensant la baisse des volumes vendus.

Une « crise de » confiance sévit-elle à Total Gabon ?

La crise cacherait en pointillé le désir du Groupe français de quitter le Gabon ou d'y limiter ses activités au bénéfice de champs pétroliers plus porteurs en Angola ou au Congo, notamment. Et puis, le départ de Shell Gabon, un autre opérateur leader, a certainement donné des idées à Total Gabon.

Le Gabon pourrait devenir alors une sorte de base arrière, ou encore un vaste magasin de stockage d'équipements pétroliers qui serviraient ailleurs. Plusieurs cadres, aujourd'hui mal remerciés, depuis 2015 à la faveur d'un plan malicieux de départ volontaire non assez appuyé financièrement, selon un collectif de cadres qui a choisi de mener l'affaire devant les tribunaux français et gabonais.

Que se passe-t-il réellement à Total Gabon ? et que pensent les dirigeants de cette entreprises aux ordres du Groupe français basé au quartier de la Défense, dans la banlieue parisienne ? S'achemine-t-on vers une redistribution des rôles en foulant du pied la législation du travail ? Total Gabon considère-t-elle la ville de Port-Gentil comme une République dans une République ? Autant de questions qui devraient trouver des réponses lors de nos prochaines éditions.

Dénommée jadis Société des Pétroles d'Afrique Equatoriale Française (SPAEF) à sa création, le 30 juillet 1949, la SPAEF a fait admettre ses actions à la cote officielle le 8 avril 1958. Devenue SPAFE le 26 février 1960, puis Elf SPAFE en 1968 et Elf Gabon le 18 juillet 1973, la raison sociale de la société devient Total Gabon le 18 septembre 2003 à la suite de la fusion des Groupes Elf et TotalFina.

Si la découverte du premier gisement commercialement exploitable date du début de 1956, les premières missions de reconnaissance géologiques du territoire gabonais par des géologues français remontent, elles, à 1928.

Le capital de Total Gabon s'élève à 76 500 000 dollars US. Il est réparti entre le Groupe Total à travers sa filiale Elf Aquitaine (filiale à 100% du Groupe Total): 58,28 % ; la République Gabonaise : 25 % et le Public : 16,72 %.

FIN/INFOSPLUSGABON/PIP/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon